L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No 75 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI 21 MAI 1878.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans. 20 mai.—Temps: Hausse barométrique, vent du sud et de l'est, temps couvert avec des pluies locales. Pas de changement dans la pression atmosphérique.

Température, 20 Mai 1878.

Thermomètre de C. DUHAMEL, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 h. du matin.....	70	21
Midi.....	70	21
3 P. M.....	73	23
6 P. M.....	73	23

Départs.—Voyageurs partis hier sur par la route favorite de Mobile:

A B Clarke, New York; Miss Holland, St Louis; C Hummel, Blount Springs; R G Rede, Washington, D. C; David Schwartz, New York; Edw I Johnson, Cincinnati; Geo E Raun, San Francisco; R M Kimball, Washington, D. C; Edw Downey et femme, Chicago; W Croner, Boston; D Hirsch, New York; B White-leg, Baltimore; Miss H S Dyer, Boston; E Hunnel, Blount Springs; Dr B F Taylor, Washington, D. C; C W Bryan, Cincinnati; M Eller, Washington, D. C.

Remise du Volksfest.—La fête allemande pour le bénéfice de l'asile des orphelins protestants allemands, annoncée pour le 19 et le 20 a été remise jusqu'à nouvel ordre à cause du mauvais temps. Les billets vendus n'en seront pas moins bons.

Incendie.—Un incendie a éclaté hier soir, à neuf heures et demie, dans la cuisine de la maison sise rue St-Philippe, No 2661, occupée comme résidence par François Chapeau. La cuisine et son contenu ont été totalement consumés. La perte s'élève à environ $2250. L'origine du feu est inconnue.

Loterie.—Le recorder Miltenberger a jugé samedi les affaires d'Antonio Nicetto et de P. Saloy, accusés d'avoir vendu des billets de loterie étrangère, contrairement à l'acte No 9 de 1874. Mr Sambola représentait les défendeurs et Mr Braughn la compagnie de loterie. Les débats ont eu une certaine étendue et le juge Miltenberger a lu une longue décision. Il regarde la loi comme étant favorable aux défendeurs. Il en aurait laissé la constitutionnalité aux Cours Supérieures si l'acte en vertu du quel ils sont poursuivis n'était pas si manifestement inconstitutionnel qu'il se voit obligé de le rejeter. Il décline toute juridiction à ce sujet à moins que l'affaire n'apparaisse devant lui sous l'aspect d'un règlement de police, ce qui n'est pas.

La décision récente de la Cour Suprême dans l'affaire Garde a été citée comme établissant la validité de l'acte de la loterie No 9; mais c'est ce qu'elle ne fait pas du tout à moins que l'acte ne soit un règlement de police et cela n'est pas. La cour n'a pas décidé ce point.

L'acte No 10 promulgué le même jour que le No 9, remplace celui-ci et m'enlève le pouvoir de décider finalement la question. La loi 10 donne à l'accusé un jugement par juri. Le juge ordonne donc que les prisonniers soient retenus jusqu'à ce qu'un affidavit puisse être fait contre eux sous l'empire de la loi No 10.

Un journal reproduit différemment la décision. Les prévenus, dit-il, ont été relâchés sur parole jusqu'à lundi et alors ils seront déchargés si les affidavits requis sous cette décision, pour violation de l'acte No 10 de 1874, ne sont pas faits et déposés au greffe.

Cour des Etats-Unis.—Le juge Bradley, de la Cour Suprême et de la commission électorale présidentielle, siégeant hier matin à la Cour de Circuit des Etats-Unis, dans le but d'entendre des affaires d'appel. Il a annoncé qu'il ne resterait pas plus d'une semaine en cette ville. Il ne conviendrait pas en effet qu'il s'y trouvât avec la commission congressionnelle chargée de faire une enquête sur des fraudes dont cette même commission électorale n'a pas voulu entendre parler.

Gendarmes. — Donnez-nous des gendarmes, disent les étrangers qui sont venus s'établir en ce pays, et nous serons bientôt délivrés des voleurs de poules et des voleurs de vaches et de tous les vagabonds qui infestent l'Etat. Les gendarmes! voilà ce qui nous manque. Les gendarmes! voilà les vrais protecteurs de la vie et des propriétés.

Avec les gendarmes aucun criminel ne peut échapper à la justice et non seulement ils arrêtent les malfaiteurs partout où ils peuvent se réfugier et empêchent de leurs méfaits de se consommer, mais ils les font, mais ils les préviennent encore dans les crimes qu'ils voudraient commettre, car les gendarmes sèment l'effroi dans tous les lieux où ils se montrent et il suffit que leur venue soit annoncée pour que les coupables disparaissent. Il n'y a pas de place pour eux là où les gendarmes se trouvent.

Donnez-nous donc des gendarmes et nos vœux seront comblés. — Soit! a dit Mr Diamond, l'administrateur de police, je vous donnerai des gendarmes pour la paroisse d'Orléans, de vous en donnerai six pour commencer. Ils seront montés sur de forts chevaux, et si ce nouveau service offre réellement la protection que l'honnête population désire, nous le doublerons, nous le triplerons, nous le décuplerons. — Nous félicitons Mr Diamond d'avoir eu cette idée et de la mettre en pratique. A supposer que de toute son administration il ne nous reste que les gendarmes, ce sera beaucoup, et de cette heureuse initiative les habitants de la Nlle-Orléans se souviendront toujours.

Contrefaçon de plan.—Samedi, au bureau de Mr Salsomin, expert dans l'affaire en réclamation de Mme Gaines, le voyer Mr D'Hémecourt a examiné un plan sur parchemin, qui a été produit comme preuve en faveur de cette dame. Mr D'Hémecourt en a fait un rapport assermenté et a dit qu'il avait la certitude que ce plan avait été enlevé des minutes de Pedesclaux, autrefois notaire à la N.-Orléans. L'absence de cette pièce dans les archives de l'hôtel de ville est attestée dans la paginations de l'un des registres du dit Pedesclaux. Le voyer a montré alors au maire une copie dudit plan, fait par lui en 1875 quand il était député-voyer et qui, on ne peut le nier, est une copie véritable et fidèle des nombreuses pièces du compas employé pour la faire correspondent exactement avec le plan original. C'est pourquoi, ajoute le voyer, le plan sur parchemin dont il s'agit est celui qui a été enlevé et qui manque dans les minutes de Pedesclaux.

Mr D'Hémecourt dit qu'avec l'aide d'une loupe il a découvert que les mots "Place Bretonne" en avaient été effacés, aussi bien que d'autres mots dont la signification se développera plus tard. Quant au bifage des mots "Place Bretonne", il peut avoir été fait avec l'intention de faire voir que cette portion de terre sur laquelle se trouve le "Marché Bretonne" est comprise dans la propriété laissée intacte par le père de Mme Gaines, attendu qu'elle avait été cédée par lui comme place publique avant sa mort.

Nos lecteurs se rappelleront qu'on a l'intention de reclamer de la ville environ $10,000, valeur estimée des revenus de ce morceau de terre depuis que la ville en a eu la jouissance.

Nous apprenons que le Grand Jury de la paroisse sera promptement mis en possession de ces faits et d'autres, étrangers à l'affaire Gaines cependant, mais dans le but de préserver l'intégrité des documents officiels et de traduire les malfaiteurs devant la justice.

Il paraîtrait, d'après cette découverte, que des parties intéressées ont eu, une fois ou l'autre, accès aux minutes, et que par ce moyen le plan en question a été enlevé. On croit que d'autres archives auront été également falsifiées, et les autorités se sentant à ce sujet d'un grand développement une sévérité trop grande.

Writ lancé contre un juge.—Dans les affaires de l'Etat contre Saloy et Sarrasin, un writ de *certiorari* émanant de la Cour Criminelle Supérieure a été lancé hier à l'adresse du juge de la Deuxième Cour Municipale, le mettant en demeure de donner lundi, le 27 du courant, les raisons pour lesquelles la Cour ne devraient pas être annulés et mis de côté, les erreurs corrigées et justice faite aux parties intéressées.

Tentative d'incendie.—Dimanche, vers minuit, l'officier Maraheru et le citoyen Dan Brown ont déjoué une tentative faite pour brûler la maison No 111, rue Gaienne, appartenant à Mme Brady et occupée par Mme Broad, couleur. L'incendiaire avait placé ses matières inflammables dans un cabinet et y avait mis le feu. Mais avant que l'incendie ait fait des progrès, les voisins aperçurent les flammes et parvinrent à les étouffer promptement, en sorte que le dommage soit à peu de chose. On croit qu'on n'en voulait pas au domicile de Mme Broad, mais à la bâtisse voisine qui, elle eut été atteinte, eut causé, dit-on, une conflagration désastreuse.

Faits divers. — H. Reed, Roman Fleming, John et Samuel Hart, ont été arrêtés, hier soir, et conduits à la salle de police du 1er precinct, sur des plaintes d'assaults et de batteries déposées contre eux par différentes personnes.

Mauvais temps.—Pendant l'orage, dimanche, la foudre est tombée plusieurs fois dans les environs de la ville. Deux gros chênes verts ont été frappés dans le parc du Crescent City Rifle Club. L'un a été fendu en deux et l'autre a été complètement déraciné.

La cheminée de la station du huitième précinct, à Alger, était en si mauvais état que plusieurs briques s'en sont détachées et ont dégringolé dans la rue au grand danger des passants.

Dimanche soir vingt pieds environ de la corniche de le salle de l'Institut se sont écroulés.

Dans la même soirée, vers les 10 heures, une femme indienne a donné naissance à un enfant mâle, pendant qu'elle se trouvait aux marché aux légumes. La mère et l'enfant se portent bien.

Dans l'après-midi du même jour, le tonnerre est tombé sur le cottage de Mr Robert Carey, au coin des rues Canal et Dorgenois. Une partie de la cheminée a été démolie et un carré de six pieds d'ardoises a été enlevé Le fils de Mr Carey a tremblé plusieurs minutes sous la commotion qu'il avait éprouvée.

—Vers sept heures et demie, hier soir, les portes du magasin inoccupé situé au No 9 de la rue Commerce, ont été trouvées ouvertes. Quelque malfaiteur eût pu y mettre le feu.

—L'agent de police Garlick a tué hier matin, au coin des rues Lafayette et Roman, un chien enragé qui avait mordu deux enfants.

—Nous sommes sur le point de recevoir une seconde visite espagnole. Douze jeunes hidalgos viennent visiter l'Exposition, et ils franchiront, en canot, la distance qui sépare Barcelone de Paris. Ils iront par mer, de Barcelone à Cette, ils gagneront le Rhône par le canal de Beaucaire, monteront la Saône, atteindront l'Yonne par le canal de Bourgogne, et de l'Yonne, entreront dans la Seine.

OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1878.

N° 78.) LOI

Pour amender l'article cinq cent quatre-vingt-deux (582) du Code de Procédure.

Clause 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale, décrètent: Que l'article cinq cent quatre-vingt-deux du Code de Procédures est amendé de manière à se lire comme suit : "Le Shérif devra remettre la citation d'appel au défendeur, si celui-ci réside dans l'Etat, ou à l'avocat du défendeur, si celui-ci ne réside pas dans l'Etat. Si le défendeur n'a pas d'avocat, la citation devra être remise à un curateur *ad hoc* que la Cour devra désigner à cet effet. Le Shérif devra remettre une copie de la citation au défendeur, à son avocat ou au curateur *ad hoc* en la laissant au domicile habituel.

Clause 2.—Décrètent de plus, Que toutes les lois ou parties de lois contraires sont abrogées, et que cette loi devra être exécutée à dater de son adoption.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.

(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 mars 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

N° 84.) LOI

Pour autoriser les jurés de police à adopter tels réglements qu'ils jugeront convenables pour prohiber ou régler la vente ou l'échange de boissons enivrantes ou de marchandises le dimanche.

Clause 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée générale, décrètent : Que les Jurés de Police de l'Etat devront avoir plein pouvoir d'adopter tels réglements qu'ils jugeront convenables relativement à la vente ou à l'échange de boissons enivrantes ou de marchandises, le dimanche, de prohiber cette vente ou cet échange entièrement s'ils le jugent nécessaire. Les ordonnances ou ordonnances adoptées et promulguées conformément à cette loi devront être considérées comme délits et les pénalités fixées par les dites ordonnances pour violations de celles-ci devront être recouvrées par une Cour quelconque ayant juridiction compétente.

Clause 2.—Décrètent de plus, Que les pouvoirs accordés par cette loi aux Jurés de Police devront s'étendre aux villes et aux villes et aux villages situés dans les limites de chacune des paroisses et devront être exercés par eux.

Clause 3.—Décrètent de plus, Que toutes les lois contraires sont, par la présente, abrogées, et que cette loi devra être exécutée à dater de son adoption.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.

(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 13 mars 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 90.) RÉSOLUTION
DES DEUX CHAMBRES

relativement à l'amélioration de la navigation de la Rivière Rouge.

Attendu que les allocations du gouvernement des Etats-Unis pour l'amélioration de la navigation de la Rivière Rouge ont été tout à fait insuffisantes et n'ont aidé à l'exécution d'aucun travail important ; attendu que la Rivière Rouge est le tributaire le plus important du Mississippi, qu'elle seule sert à transporter les produits d'une grande partie des Etats de la Louisiane, du Texas et de l'Arkansas ; que deux cent mille balles de coton, une énorme quantité de grains, de sucre, de mélasse, de peaux et de laine n'arrivent annuellement pas, sur le marché, parce qu'elle n'était pas navigable ; que les habitants des trois Etats ci-dessus mentionnés ne recevaient pas, en échange de leurs produits, les approvisionnements dont ils ont besoin, il est

Résolu par le Sénat, la Chambre des Représentants y consentant, que nos Représentants au Congrès sont chargés de faire tous leurs efforts pour obtenir du gouvernement la somme qu'exigent des travaux nécessaires, des communications continuelles et une réduction des frais de transport.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.

LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvée le 13 mars 1878.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur.

Pour copie conforme :
WILL. A. STRONG,
Secrétaire-d'Etat.

No. 92.) LOI

Pour autoriser le jury de police des différentes paroisses à lever, imposer et percevoir des taxes pour les frais de proces criminels, dans les bornes prescrites par les lois actuelles, sur toutes les propriétés comprises dans les limites des corporations municipales, et pour abroger toutes les lois ou parties de lois qui exemptent une corporation municipale quelconque de la taxe de paroisse pour frais de proces criminels, en tant que les dites lois seraient contraires aux dispositions de la présente.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : Que les jurys de police des différentes paroisses de l'Etat sont, dans les bornes prescrites par les lois actuelles, autorisés, quand une taxe devra être prélevée pour payer les frais des procès criminels, à lever, imposer et percevoir la dite taxe sur toutes les propriétés situées dans leurs paroisses respectives, sur toutes ces propriétés soient situées dans une ville quelconque incorporée ou autrement. Il est bien entendu que cette loi ne s'applique pas aux villes incorporées qui ont des chartes, paient tous les frais des procès criminels institués dans leurs limites propres, ainsi que leur *pro rata* des autres dépenses de paroisse.

Sec. 2.—Décrètent de plus : Que toutes les ou parties de lois, soit spéciales ou autrement, en vertu desquelles une corporation, ville ou village quelconque, est exemptée de la taxe de paroisse, pour dépenses encourues dans des poursuites criminelles de quelque nature que ce soit, sont abrogées, en tant qu'elles seraient contraires aux dispositions de la première section de la présente loi, et que ladite présente loi soit mise en vigueur dès sa promulgation.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.

(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvée le 14 mars 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

AFFAIRES D'ORIENT.

Les préparatifs de l'Angleterre dans l'Inde.

Londres, 20—Le Times publie la dépêche suivante de Calcutta:

Des ordres ont été transmis pour la construction immédiate de fortifications pour la protection de la côte. La ville de Madras sera protégée par cinq batteries de canons rayés de 65 livres et des batteries seront également établies sur la côte.

Quarante personnes ont été brûlées vives dans le théâtre d'Ahmed Nugger, qui a pris feu pendant une représentation.

Un aperçu de la situation. Rien de défini encore.

Londres, 20—Le correspondant du Times à St-Pétersbourg dit que quoiqu'on ait tout lieu de croire que les cabinets de Londres et de St-Pétersbourg se sont entendus sur les bases d'un règlement, un petit groupe de personnages, sachant autrement tout ce qui est arrivé, observe la plus grande réserve. Il est difficile de dire jusqu'à quel point on peut s'en rapporter aux rumeurs mises en circulation par le correspondant du Times à Vienne télégraphie que la disposition conciliante montrée par le cabinet de St-Pétersbourg s'est maintenue jusqu'à la fin de la visite du comte Schouvaloff.

On a tout lieu de croire, qu'en dépit de l'opposition qu'il a rencontrée à la cour, le comte Schouvaloff a réussi à faire adopter par le gouvernement une politique essentiellement plus conciliante.

A mesure que la situation semble s'améliorer à St- Pétersbourg, elle semble vouloir se gâter davantage à Constantinople. Les dernières instructions que le mouvement de leurs troupes n'a pas été fait dans une intention hostile; mais les Turcs se méfient et se sont mis activement à l'œuvre pour fortifier leurs lignes, ce qui n'est pas facile, attendu que leur ligne de défense s'étend de la mer de Marmara à la mer Noire. Quoique les Turcs disposent de forces supérieures à celles des Russes dans le voisinage immédiat de Constantinople, elles sont insuffisantes cependant pour garder une ligne d'une telle étendue.

Les Turcs seront renforcés par quarante bataillons arrivant de Thessalie et par vingt bataillons de Varna. Le correspondant du Times, à Pera, dit qu'il n'y a eu une véritable panique lorsqu'on a appris les mouvements des Russes; mais on s'est rassuré bientôt, parce que l'armée turque est assez forte pour qu'un général aussi prudent que l'est Todleben tente à tenter un coup de main pendant qu'il est harassé par derrière par les insurgés du mont Rhodope.

On montre quelque inquiétude à Vienne au sujet de la perspective d'un arrangement entre l'Angleterre et la Russie, mais ce sentiment n'est pas partagé par les ministres, qui croient que l'Angleterre est de bonne foi en demandant un règlement européen de la question d'Orient.

A Berlin on paraît être assez incrédule quant à la perspective de la paix, et le correspondant du Times dans cette ville, qui est toujours le premier à donner de mauvaises nouvelles, dit que la Russie n'a pas offert à l'Angleterre des concessions suffisantes en Bulgarie. Le fait est, dit-il, que la Russie préfère perdre toutes ses acquisitions en Asie plutôt que de renoncer à son plan concernant la Bulgarie. De pareilles déclarations sont de nature à crever de l'intention à Vienne.

Les journaux officiels russes affirment de nouveau que les mouvements de l'armée russe devant Constantinople n'ont rien d'hostile ou de menaçant. L'objet du général Todleben semble être de prendre une bonne position défensive. Comme on ne lui a pas permis de retirer ses troupes, il vient au moins concentrer toutes ses forces.

L'armée turque est non seulement assez forte pour défendre la neutralité, mais pour prendre l'offensive dans le cas où la neutralité serait menacée. Ce fait explique suffisamment pourquoi le général Todleben a retiré ses troupes des plaines de San Stefano pour leur faire occuper des hauteurs.

Des avis de Bucharest annoncent que les Russes continuent à traverser le Danube pour entrer en Bulgarie. Il n'y a pas de Russes à Potesti, comme on l'avait dit.

La condition du prince Gortschakoff s'est améliorée, mais il est encore incapable de se remettre au travail.

Le comte Schouvaloff à Berlin.

Berlin, 20.—Le comte Schouvaloff est ici et a été reçu à midi aujourd'hui par l'empereur. Il ira à Friedrichruhe pour voir Bismarck, et de là il se rendra à Londres.

La Diète hongroise vote le crédit de soixante millions.

Pesth, 20—La Chambre haute de la Diète hongroise a adopté le bill qui accorde un crédit de soixante millions de florins au gouvernement.

Un appel au fanatisme musulman.

Londres, 20.—Le schérif de la Mecque a lancé une proclamation, déclarant que le calife est en danger et engageant les musulmans à voler à son secours.

BERLIN.

La perspective d'une crise ministérielle.

Londres, 20—Les avis de Berlin disent que les libéraux semblent redouter que la démission du Dr Falk ait des conséquences sérieuses, dont une d'elles serait l'abolition de la liberté de la parole et des assemblées. Le correspondant du Times considère que ces craintes sont exagérées et qu'il y a peu de danger d'une réaction sous le régime actuel, d'autant plus que l'unité de l'Allemagne pourrait être compromise.

Londres, 20.—Une dépêche spéciale de Berlin au Times dit: "Si le Dr. Falk maintient sa démission comme ministre de l'instruction publique et des affaires ecclésiastiques, le Dr. Friedenthal, ministre de l'agriculture, Hilert Hobrecht, ministre des finances, préféreront se retirer également que d'endosser les vues d'un ministre des affaires ecclésiastiques du caractère de Raumer Muhler.

Il n'est pas à présumer que les libéraux consentiront à passer le bill anti-socialiste sans rejection, ou le pouvoir discrétionnaire du gouvernement.

Le Post croit que le Dr Falk consentira à rester au ministère.

L'assemblée des socialistes interdite par le préfet de police.

Le préfet de police a interdit l'assemblée des démocrates socialistes, qui avait pour objet l'élection de délégués à un congrès de socialistes à Gotha.

ANGLETERRE.

Election d'un conservateur à la Chambre des Communes.

Londres, 20 mai.—Lord Costlereagh, conservateur, a été élu comme membre de la Chambre des Communes dans le comté de Down, Irlande, ayant reçu 6,076 contre M. Andrew, libéral, 4,701.

Le Parlement.

Londres, 20—Dans la Chambre des Communes cette après-midi, Lord Hartington, chef des Libéraux, a proposé sa résolution : "que la couronne ne pourra lever ou maintenir des forces armées, en Irlande, qu'avec la sanction du Parlement."

Il a dit qu'il avait limité la question autant que possible; d'abord, parce qu'elle était assez importante en elle même pour fixer l'attention du Parlement, et ensuite, parce qu'une discussion générale pourrait nuire à certaines négociations délicates. Sir Stafford Northcote ayant déclaré lui-même qu'une discussion générale en ce moment pourrait nuire aux intérêts du pays.

Dans la Chambre des Pairs, lord Selbourne a ouvert les débats sur le mouvement des troupes de l'Inde, en appelant l'attention sur la question constitutionnelle qui est impliquée dans cette mesure.

Il y avait foule dans les deux Chambres. Le prince de Galles était présent ainsi que l'héritier présomptif à la couronne d'Allemagne et la princesse d'Allemagne.

Les rumeurs au sujet de l'invasion du canada par les Fénians.

North Troy, Vermont, 19.—On suppose que les Fénians qui campaient dans les bois, près de la ville, sont partis depuis quelques jours. Il y a un grand nombre d'étrangers dans la ville et il n'y a plus de doute possible au sujet du projet des Fénians d'envahir le Canada.

Les Irlandais notables refusent de répondre aux questions qui leur sont posées relativement à l'organisation des Fénians.

On croit généralement que ces derniers doivent se concentrer à quatre endroits différents avant de traverser la frontière canadienne. Il y a beaucoup d'excitation ici.

WASHINGTON.

Les membres du comité d'enquête sur les fraudes électorales de 1876.

Washington, 19—L'Orateur Randall est parti ce matin pour assister à la convention d'Etat du parti démocratique de la Pennsylvanie, qui se réunit à Pittsburg.

Avant son départ il a désigné les membres dont les noms suivent pour faire partie du comité d'enquête sur les fraudes électorales commises en 1876 dans les Etats de la Louisiane et de la Floride:

Honorables Clarkson N. Potter, de New York; Wm. R. Morrison, de Illinois; Eppa Hunton, de la Virginie; John McMahon, de l'Ohio; J. C. Blackburn, du Kentucky; W. H. Stenger, de la Pennsylvanie; Thomas C. Cobb, de l'Indiana,—démocrates.

B. F. Butler, du Massachusetts, Frank Hiscock, de New York, J. D. Cox, de l'Ohio, et Thomas B. Reed, du Maine.—Républicains.

Demain M. Tayler, orateur temporaire de la Chambre en l'absence de M. Randall, annoncera la formation du comité.

La commission d'enquête.

La commission fera une investigation complète de toute la question. On rapporte que M. Potter, le président de la commission, est allé à New York pour se consulter avec M. Tilden.

Le comité de campagne des démocrates.

Washington, 20—Le comité de campagne des démocrates, composé de l'honorable James C. Blackburn, président, du sénateur McDonald et des représentants Banning, Hunton et Jones, du New Hampshire, a choisi comme comité résidant John G. Thompson et James F. Harvey, et a désigné M. Harvey comme trésorier général et le général Duncan J. Walker comme secrétaire.

L'ambassadeur Noyes veut venir temoigner devant le comité d'enquête.

Une dépêche télégraphique de M. Noyes, ammassadeur à Paris, a été présentée à la Chambre. Il demande à témoigner devant le comité d'enquête.

Chambre des Représentants

Le comité spécial chargé de faire une enquête relativement aux fraudes concernant l'élection présidentielle de 1876 que l'on dit avoir été commises en Louisiane et en Floride, a été formé ainsi que l'avait annoncé mardi dernier le président de la Chambre à discuté sans résultat le bill relatif au District de Columbie.

Parmi les bills qui ont été présentés ce matin, il y en a un très important, soumis par M. Shelley, de l'Alabama. Il est intitulé un bill pour accorder l'aide du gouvernement national à certaines compagnies de chemins de fer, incorporées par l'autorité des Etats. Les Compagnies sont autorisées à émettre des bons pour compléter les travaux sur leur voie ferrée respective, ces bons devant échoir dans cinquante ans et portant intérêt à raison de cinq pour cent par an.

Le gouvernement devra garantir l'intérêt qui sera payé deux fois par an à la Trésorerie des Etats-Unis. Le gouvernement retiendra une hypothèque sur toutes les propriétés actuelles des compagnies et sur celles qui seront acquises plus tard, comme sécurité pour le paiement du principal et de l'intérêt de ces Bons.

Il est défendu aux compagnies d'accorder une hypothèque sur un bien quelconque à toute corporation ou à tout individu pour affaiblir la sécurité du gouvernement. Tout officier ou agent d'une de plusieurs de ces compagnies qui se servira des fonds garantis par le gouvernement dans un autre but que celui qui est déterminé par le bill, sera déclaré coupable de félonie et pourra être condamné à un terme de dix ni plus de quarante années de travaux forcés, à la discrétion d'un jury.

Voici la liste des compagnies désignées dans le bill : James River & Kanawha Canal, Atlantic & Great Western Canal, tunnant la rivière Tennessee, à Guntersville, avec la côte de l'Atlantique à Savannah; Florida Coast Canal, Fort Philip Canal, Hennpin & Chicago Canal, Niagara Falls Ship Canal, Oswego Canal, Lexington & Big Sandy R. R., unissant le Chesapeake & Ohio R. R avec les lignes de Lamo et de la Nlle-Orléans et le chemin de fer de la Côte du Pacifique.

Le montant total nécessaire pour ces travaux est de 220 millions de dollars, dont le gouvernement doit garantir l'intérêt. Les partisans du bill déclarent que s'il est adopté, il y aura de quoi employer cinq cent mille hommes, ce qui sera d'un grand soulagement pour les classes ouvrières.

Le représentant Ellis, de la Louisiane, a présenté le bill du chemin de fer Texas et Pacifique du sénateur Johnson, amendé de façon à inclure le chemin de fer Nouvelle-Orléans et Pacifique de Wheelock.

Sénat.

M. Morrill a prononcé un long discours contre l'acte de la reprise des paiements en espèces.

M. Cockrell, du Missouri, a appelé alors le bill pour placer le général Shield sur la liste de retraite.

M. Sargent, de la Californie, a aussitôt la section additionnelle suivante sous la forme d'un amendement :

"Que le Président est autorisé également à placer sur la liste de retraite, avec le rang et le grade d'un général, Ulysses S. Grant, exprésidential commandant l'armée des Etats-Unis, en ne lui accordant pas cependant du fourrage pour ses chevaux et en ne l'autorisant pas à avoir des aides de camp et d'autres officiers d'état-major, à moins qu'il ne prenne un service actif en cas de guerre."

Une longue discussion a eu lieu au sujet de cet amendement entre M. Oglesby, —qui a déclaré qu'il ne savait pas si le général Grant désirait que l'on prenne cette mesure à son égard sans le consulter,—et M. Sargent, l'auteur de l'amendement, qui a soutenu que le général Grant apprécierait le compliment à sa juste valeur et qui a fait un éloge pompeux des services rendus à l'Union par le général.

L'amendement a été adopté finalement par un vote de 30 contre 28.

Ont voté oui—Allison, Blaine, Booth, Bruce, Burnside, Cameron, de la Pennsylvanie, Cameron, du Wisconsin, Christiancy, Conkling, Conover, Dorsey, Edmunds, Ferry, Hamlin, Hoar, Ingalls, Kellogg, Kirkwood, Lamar, McMillan, Matthews, Mitchell, Morrill, Patterson, Plumb, Rollins, Sargent, Saunders, Teller et Windom—30.

Ont voté non : MM. Armstrong, Baily, Cockrell, Coke, Davis, de l'Illinois, Davis, de Ouest-Virginie, Dennis, Eaton, Eustis, Grover, Harris, Hill, Johnston, Jones, de la Floride, Kernan, McCreery, McPherson, Maxey, Merrimon, Ogleshy, Randolph, Thurman, Voorhees, Whyte et Withers,—28.

Les votes de Messieurs Wadleigh et Howe, qui auraient voté oui, ont été annulés par les votes de Messieurs Hereford et McDonald, qui auraient voté non. Mr Anthony n'a pas voté, en disant qu'il était *par couple* (paired) avec Mr Bayard-bury, du Delaware, qui auraient probablement voté non.

Le résultat du vote a été accueilli par des acclamations dans les galeries.

De longs débats ont suivi sur le bill ainsi amendé, le sénateur Cockrell, du Missouri, déclarant que l'amendement aurait pour résultat d'empêcher le bill de passer. Le Sénat s'est ajourné ensuite.

Nouvelles Diverses.

Le bill présenté par le représentant Ollivier, déclarant il est illégal de se servir de la malle pour transmettre une annonce ou une réclame concernant des loteries, des concerts-loteries ou des raffles.

Il impose une pénalité qui ne sera pas moins de $500 ni pas plus de $2,000 pour toute violation de la loi.

Le sénateur Christiancy a proposé un bill qui fixe le nombre des juges de la cour des réclamations à neuf et qui divise les réclamations en trois classes, qui seront soumises à trois tribunaux distincts, composé chacun de trois juges.

Le représentant Gibson, de la Louisiane, a présenté deux bills aujourd'hui à la Chambre.

Le premier a pour objet d'autoriser Alphonse Desmare, de la Louisiane, à entendre le procès devant la cour des réclamations pour le recouvrement du produit de 375 balles de coton, saisies par le gouvernement des Etats-Unis.

Le second bill autorise la Cour des réclamations à juger la réclamation de James Rybak à une part du montant accordé par le tribunal arbitral de Genève, pour des pertes qu'il a subies par suite de la capture du steamer Electric Spark par le navire confédéré Florida.

La rumeur d'une réconciliation entre le sénateur Conkling et le président Hayes est prématurée. Il faudra que M. Conkling fasse le premier pas.

Le comité judiciaire a présenté un rapport défavorable sur le bill pour autoriser les femmes à exercer la profession d'avocat devant la Cour Suprême. Le comité déclare qu'il n'y a pas de loi à cet égard et que le tribunal doit décider pour lui-même.

Orage à Vicksburg.

Vicksburg, 20 mai—Il y a eu un violent orage samedi, qui a duré jusqu'à sept heures du soir. Le vent pendant sept minutes avait une vélocité de cinquante-cinq milles à l'heure. Les toits de plusieurs magasins ont été enlevés, entr'autres ceux de Maurice Meyer & Co., marchandises sèches; H. Tuck, confections; McManus Fitzpatrick Bros et E. W. Wallin, épiciers.

Les marchandises ont été plus ou moins endommagées par la pluie.

Le toit du magasin de Richards a renversé une partie de la muraille de la banque Mississippi Valley.

Nouvelles du Mexique.

Havane, 20—Le steamer français de la malle, arrivant de Veracruz, apporte des nouvelles du Mexique en date du 16 mai.

Le différend entre l'Exécutif et la Cour Suprême dure toujours.

Le senor Vallarta, premier ministre et juge-président de la cour suprême, obligé de se prononcer d'une façon ou d'une autre a opté pour cette dernière position.

Le président Diaz ne l'a pas remplacé et a demandé à la Cour Suprême de permettre au senor Vallarte d'agir comme ministre jusqu'à ce que la question entre les Etats-Unis et le Mexique ait été réglée définitivement, attendu qu'il est particulièrement au courant de toutes les affaires et qu'il est difficile de trouver un suppléant. Le tribunal a refusé par une forte majorité.

On considère que ce refus de la Cour Suprême est hostile aux Etats-Unis, et qu'il est dû aux intrigues des partisans de Lerdo, qui espèrent qu'un nouveau ministre nuira aux négociations entre le Mexique et les Etats-Unis.

Il y a eu un mouvement des partisans de Lerdo, le 29 avril.

Ceux hommes ont traversé la rivière; mais à Capote ils ont rencontré des soldats mexicains qui les ont dispersés après en avoir tué et blessé plusieurs. Ils ont fui dans la direction du Rio Grande, dans le but évident de rentrer au Texas.

Marchés américains.

New York, 20 — soir—Coton, faible à la clôture; Uplands 11 1/8. Ventes d'aujourd'hui 548 balles. Recettes nettes consolidées 6,843. Exportations pour la Grande Bretagne 10,355, Continent 318.

New York, 20, après-midi—Argent facile à la clôture à 5 à 5 1/2, sterling calme à la clôture à 5 1/2; or ferme à la clôture 100 3/4 à 100 7/8; Gouvernements forts et en hausse, nouveaux cinq 1.05 1/8, Bons des Etats, actifs.

New York, 20, au soir—Coton, recettes nettes 326 ; brutes 578. A livrer ferme à la clôture. Ventes 63,000 balles. Mai 11.16 à 11.17, juin 11.25, juillet 11.34 à 11.35, novembre 10.85 à 10.86, décembre 10.66 à 10.67, janvier 10.74 à 10.75, février 10.83 à 10.85 mars 1095 à 10.96, avril 11.02 à 11.04.

Passes.

Port Eads, 20, midi,—Léger vent d'est. Temps couvert.

Arrivé : Steamship Haytian, Watson, à 6:25 A. M. de Liverpool via les Indes occidentales et les ports du Mexique.

Parti : Steamship E. B. Ward, Jr., pour Rustan ; navires St. Cloud et Friedrich pour Cork.

[Note.—L'arrivée du steamship Bornasia, rapportée samedi était erronée.]

Port Eads, 20—8 P. M.—Léger vent du sud-est. Arrivé le steamship Bornasia, Williams, à 7:30 P. M., de Liverpool via la Corogne et la Havane.

Pas de départs.

FLEUVE ET RIVIERES.

Cincinnati, 20—La rivière a 25 pieds six pouces et baisse. Temps chaud et clair.

Pittsburg, 20—La rivière a 5 pieds 7 pouces et reste stationnaire. Temps clair et chaud.

St-Louis, 20—Arrivé, Helena, de Vicksburg. Le fleuve a 19 pieds 10 pouces et monte. Temps clair et chaud.

Evansville, 20—La rivière a 18 pieds 6 pouces et monte. Temps clair et chaud. Descendant, Chas. T. Morgan, à midi.

Louisville, 20—Rivière, montant, 10 pieds 11 pouces dans le canal. Temps clair et chaud.

Cairo, 20—Arrivé, Port Eads, de St-Louis, à 4 P. M. Parti, Gold Dust, pour la côte d'Afrique, à 3 P. M. Le fleuve a 26 pieds 7 pouces et monte. Temps clair. Mercure 80.

Vicksburg, 20—Temps couvert; thermomètre 74°. Le fleuve a baissé de 2 pouces. Arrivé, Natchez. Descendant Pargoud.

Memphis, 20.—Le fleuve a baissé de 7 pouces, et a maintenant 21 pieds 6 pouces. Temps généralement clair, maximum du thermomètre 87. Parti, le Mary